

nadien a, par une majorité écrasante, donné pleine et entière liberté d'action à son gouvernement, au cas où celui-ci voudrait envoyer des conscrits ailleurs. Et voici qu'ils ont le spectacle d'un cabinet qui ne semble pas vouloir user de cette liberté. Quelle autre conclusion la moyenne des citoyens américains peuvent-ils tirer sinon que le peuple canadien est assez bien disposé à réaliser un effort total sur n'importe quel théâtre de guerre, mais que le gouvernement canadien tire de l'arrière? Voilà exactement où en sont les choses. Au lieu de dissiper la fausse impression dont le premier ministre a parlé, ses actes ne font que renforcer et que confirmer cette impression, aux Etats-Unis, et chez les autres Nations Unies. S'il est vrai qu'il y ait lieu d'attacher de l'importance à l'opinion publique d'autres pays, ce à quoi le premier ministre nous exhorte au cours de ses allocutions radiophoniques, il n'appuie certainement pas ses dires de l'exemple.

J'en arrive maintenant à un autre point. Cette mesure, qui ne semble pas devoir être suivie d'un acte, perpétue l'anomalie que constitue l'existence de deux armées. En cette conjoncture extrêmement critique, pouvons-nous nous payer le luxe de deux armées, dont l'une libre de servir sur n'importe quel théâtre de guerre et l'autre devant être affectée uniquement à des postes situés sur le continent nord-américain ou sur les îles contiguës à ces territoires? Pouvons-nous nous permettre le double emploi que l'existence de ces deux types d'armées comporte? Il est plus temps que jamais de secouer la feinte et l'hypocrisie que renferment les théories isolationnistes. Il est grand temps de constituer une armée de choc puissante, capable d'opérer sur le théâtre de guerre où elle est susceptible d'être le plus utile.

Derrière la politique du Gouvernement se dresse le programme du service sélectif annoncé le 24 mai dernier par le premier ministre. J'ai fait part à la Chambre de mes vues sur ce programme et je n'y reviendrai pas. A mon avis, ce programme est un moyen détourné d'en arriver au service sélectif, et ne ressemble en rien au véritable principe de service sélectif. Cela est indigne d'une nation fière. Et cela repose sur le mot d'ordre: "Enrôlez-vous ou mourez de faim". C'est la méthode hésitante, tremblante et oblique, non la méthode franche, précise et directe destinée à favoriser l'application intégrale du véritable principe du service sélectif, ce qui veut dire qu'on assigne chaque individu au poste qu'il est le plus apte à remplir. Voilà l'essence du service sélectif.

J'exhorte le Gouvernement à adopter la méthode directe hardiment, à suivre la voie droite, non les sentiers détournés, et à met-

tre en vigueur un mode sérieux et franc de service sélectif obligatoire, sans limitation ou restriction. J'exhorte le cabinet à abandonner ces palliatifs, ces attermolements, ces demi-mesures, cette politique d'apaisement, car ce n'est rien d'autre. Je l'exhorte avec toute la gravité à ma disposition à inaugurer sans tarder une politique ferme, courageuse et droite, une politique qui permettra à chaque citoyen du pays de donner toute sa mesure en cette guerre. La nation en sera. Dans notre évolution vers l'acquisition de la dignité de nation, nous avons sûrement passé le stade de l'instabilité et des hésitations. Le peuple canadien a amplement prouvé sa capacité de prendre des attitudes fermes, ainsi que sa volonté,—et son ardent désir,—d'aller de l'avant sans crainte et de repousser l'ennemi, où qu'il se présente, l'ennemi qui menace non seulement sa sécurité mais celle de la civilisation chrétienne. Ce qu'il nous faut aujourd'hui et ce que nous aurions dû avoir depuis longtemps, ce sont de courageuses directives nationales.

Comme par le passé, j'estime à l'heure actuelle qu'un effort total, maximum, de la part du Canada n'est possible que grâce à la complète mobilisation de notre capital humain et de nos ressources matérielles, sans restriction aucune. Je suis convaincu actuellement, comme je l'étais au début, que seule la formation d'un gouvernement véritablement national peut garantir le maximum d'efficacité requis pour l'exécution d'un tel programme, gouvernement composé des hommes les plus compétents du pays, représentant tous les partis politiques, mais unis en vue de la réalisation d'un but commun: la poursuite de la guerre total grâce à un effort total. J'ai maintes fois formulé cette opinion en Chambre, et je la réitère énergiquement aujourd'hui. Je suis plus que jamais convaincu que l'unité de but et d'action ne se réaliseront que grâce à une telle politique et une telle attitude.

Tous s'accorderont à reconnaître que nous ne pouvons gagner la guerre, que le Canada ne peut collaborer pleinement à l'obtention de la victoire, sans ce qu'on est convenu d'appeler l'effort de guerre total. Je déclare donc au Gouvernement, avec la plus grande sincérité, que nous nous rendons tous compte qu'il est impossible de fournir un tel effort, sans le recours au service sélectif national sans restriction. Les deux expressions ont le même sens.

La simple conscription d'hommes pour le service militaire parce qu'ils sont d'âge militaire, n'est pas le seul besoin du pays en ce moment. Ce n'en est qu'une partie. Si notre effort de guerre doit être efficace et sincère, il nous faut recourir immédiatement, car la situation est critique, au service sélectif national,—sans restriction d'ordre géographique